
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

Demande de renseignements particuliers

Programme 01 - Cabinet du Lieutenant-gouverneur

*Programme 02 - Services de soutien auprès du premier ministre
et du Conseil exécutif*

Éléments 01 - 02 - 03 - 04 - 05

ÉTUDE DES CRÉDITS

2002-2003

Renseignements particuliers

requis par l'Opposition officielle

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

Table des matières

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES QUESTIONS

QUESTION N ^o	LIBELLÉ DES QUESTIONS	PAGE
	<u>Secrétariat aux emplois supérieurs</u>	
1	Liste des cadres et hauts fonctionnaires mis à pied avec, pour chacun, la prime de départ depuis le 1 ^{er} avril 2001.	95
2	Liste des cadres et hauts fonctionnaires qui ont été ou sont sans affectation depuis le 1 ^{er} avril 2001 avec, pour chacun : a) la durée de la période de non-affectation ; b) le salaire total versé durant la non-affectation ; c) la date et le lieu de réaffectation, s'il y a lieu.	96
3	Liste des cadres et hauts fonctionnaires affectés à l'ÉNAP depuis le 1 ^{er} avril 2001, avec les dates d'affectation et les mandats.	97
4	Copie du Plan stratégique 2002-2003, présenté au Conseil du trésor.	98
5	Prévision de référence ayant servi à l'élaboration du Plan stratégique 2002-2003, présenté au Conseil du trésor.	98
6	Évolution du nombre de hauts fonctionnaires depuis 1994.	99
7	Depuis 1994, évolution des effectifs de la masse salariale globale pour les classes d'emploi suivantes : sous-ministres, sous-ministres associés, sous-ministres adjoints, dirigeants d'organisme, membres de direction.	100
8	Depuis 1994, nombre de nominations ou de renouvellement de contrats pour les postes de sous-ministres, sous-ministres associés, sous-ministres adjoints, dirigeants d'organisme, membres de direction. Ventilation par année.	101
	<u>Bureau du Sommet du Québec et de la jeunesse</u>	
9	Site Internet : coûts, nombre de visites (hits), nombre de participants au forum de discussion, contrats de réalisation du site.	102

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
LISTE DES QUESTIONS

QUESTION N ^o	LIBELLÉ DES QUESTIONS	PAGE
10	Crédits réservés pour le comité de suivi avec nombre de fonctionnaires.	102
11	Total des frais de voyage payés aux participants bénévoles pour l'ensemble de l'opération.	102
12	Nombre de fonctionnaires libérés pour l'ensemble de l'opération.	102
13	Bilan détaillé des actions et des mesures découlant des engagements du Sommet du Québec et de la jeunesse.	102
	<u>Fonds jeunesse</u>	
14	Liste des demandes acceptées ou refusées par le Fonds jeunesse, ainsi que le détail du projet et le montant accordé.	103
15	Montant versé à chaque organisme communautaire, avec leurs coordonnées, pour chacune des régions du Québec, pour 2000-2001, 2001-2002 et prévisions pour 2002-2003. Nombre et valeurs des demandes reçues, incluant les refus pour 2000-2001, 2001-2002 et prévisions pour 2002-2003. Montant versé selon les Fonds régionalisés en vertu de l'entente avec les forums jeunesse régionaux. Délais d'analyse et réponse.	103
16	Nombre et valeurs des demandes reçues, incluant les refus pour 2000-2001, 2001-2002 et prévisions pour 2002-2003.	103
	<u>Politique jeunesse</u>	
17	Crédits réservés pour l'élaboration de la politique jeunesse avec nombre de fonctionnaires.	104
18	Total des frais de voyage payés aux participants bénévoles pour l'ensemble de l'opération.	104

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003 RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES QUESTIONS

QUESTION N°	LIBELLÉ DES QUESTIONS	PAGE
19	Nombre de fonctionnaires libérés pour l'ensemble de l'opération.	104
20	Ordre du jour et procès verbaux de toutes les rencontres concernant la mise sur pied du plan d'action jeunesse découlant de la politique jeunesse et copie des documents aux participants lors de ces rencontres.	104
	<u>Conseil permanent de la jeunesse</u>	
21	Copie de tous les avis, travaux ou études produites par le conseil en 2001-2002.	105
22	Copie de toute la correspondance entre les différents ministères et le conseil en 2001-2002.	105
23	a) Copie de toutes les factures payées par le conseil pour la location de salle à des fins de réunions, de rencontres formelles ou informelles depuis 3 ans. b) Date des rencontres et liste des participants. Justifiez. c) Ordre de toutes les demandes du conseil acheminées à la société immobilière du Québec.	105
24	Copie de toutes les demandes du conseil acheminées à la société immobilière du Québec.	105
	<u>Société générale de financement</u>	
25	Le rendement annuel et le rendement annuel moyen sur trois ans et sur cinq ans de la SGF sur le capital investi, depuis sa création.	106
26	Détail de la politique salariale de la SGF, rémunération, bonis et avantages sociaux.	106
27	Nom des administrateurs, membres de la direction, postes, rémunération, indemnités de départ et avantages sociaux.	106

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES QUESTIONS

QUESTION N ^o	LIBELLÉ DES QUESTIONS	PAGE
28	Liste des voyages hors Québec effectués par les administrateurs et les membres de la direction, dates, participants, pour 2001-2002.	106
29	Liste des contrats donnés par la SGF, incluant publicité et sondage : a) nom des fournisseurs; b) montant des contrats; c) méthode d'octroi des contrats.	106
30	La liste des placements de la SGF depuis 1994, pour quel montant et le niveau de participation.	106
31	Liste des sociétés dans lesquelles la SGF détient une participation financière avec : a) le taux de participation (%); b) la ventilation par région; c) les noms des représentants de la SGF dans chacune des sociétés concernées; d) les changements intervenus depuis le 1 ^{er} avril 2000.	106
32	a) Liste des études, contrats commandés à la SGF par le ministère des Finances en 2000-2001 avec les coûts. b) Liste des études, contrats, sondages octroyés par la SGF en 2000-2001 avec les coûts.	106
33	Liste des coûts et détails de tous les contrats accordés par REXFOR et REXFORÊT depuis septembre 1995.	106
34	a) Quel est l'état d'avancement du projet Technodome à Montréal? b) État d'avancement du projet Mosel-Vitelic. c) Dépenses encourues à ce jour pour chacun des deux projets.	106

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES QUESTIONS

QUESTION N^o	LIBELLÉ DES QUESTIONS	PAGE
	<u>Secrétariat à la jeunesse</u>	
35	Liste des recommandations et avis émis par le Secrétariat à la Jeunesse et remis au ministère et nombre de recommandations qui ont été suivies par le ministère.	107
	<u>Secrétariat à l'allégement réglementaire</u>	
36	Liste des effectifs, permanents et occasionnels, leur classification et leur poste d'attache.	108
37	Budget ventilé du Secrétariat à l'allégement réglementaire pour chacune de ses années d'existence.	109
38	Nombre de recommandations produites, leur nature et leurs impacts sur le niveau de réglementation au Québec.	110
39	Plan de travail quant à la révision des différents règlements et recommandations visant l'allégement et/ou leur abrogation et/ou le statu quo.	111
40	Quelles mesures des deux Rapport Lemaire ont été mises en application?	112
41	Quelles mesures des deux Rapport Lemaire n'ont pas été mises en application?	113
42	Mesures prises pour réviser les systèmes d'autorisation du MENVIQ.	114
43	Procès-verbaux des rencontres du groupe-conseil sur l'allégement réglementaire depuis sa création.	115
44	Montant des dépenses des membres du groupe-conseil sur l'allégement réglementaire. (Ventilation par année).	116

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
LISTE DES QUESTIONS

QUESTION N ^o	LIBELLÉ DES QUESTIONS	PAGE
	Secrétariat de la réforme administrative	
45	État des travaux réalisés à cette Direction, scénarios d'abolition, de fusion, d'intégration d'organisme, ministères, secrétariats et autres directions des différents ministères.	117
	<u>Autre</u>	
46	Liste de toutes les études et analyses faites à ce jour sur le statut politique et économique du Québec.	118
47	La liste de toutes les sociétés (OSBL) créées par le ministère ou par un (des) employé(s) du ministère ou de l'organisme pour les cinq dernières années.	119
48	Dépenses effectuées en 2001-2002 par le ministère et ses organismes dans les technologies de l'information : a) téléphonie; matériel informatique; logiciels; programmation; formation.	120
49	Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles dans votre ministère ou organisme tel que prescrit par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Chapitre A-2.1)	121

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

1. LISTE DES CADRES ET HAUTS FONCTIONNAIRES MIS À PIED AVEC, POUR CHACUN, LA PRIME DE DÉPART DEPUIS LE 1^{er} AVRIL 2001.

Aucun haut fonctionnaire mis à pied depuis le 1^{er} avril 2001

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

2. LISTE DES CADRES ET HAUTS FONCTIONNAIRES QUI ONT ÉTÉ OU SONT SANS AFFECTATION DEPUIS LE 1^{er} AVRIL 2001.

Aucun haut fonctionnaire sans affectation depuis le 1^{er} avril 2001

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

3. LISTE DES CADRES ET HAUTS FONCTIONNAIRES AFFECTÉS À L'ÉNAP DEPUIS LE 1^{er} AVRIL 2001.

NOM ET PRÉNOM	AFFECTATION		MANDAT
	DU	AU	
BERNIER, Pierre (Administrateur d'État I au ministère du Conseil exécutif)	2000-10-30	2003-05-31	Chargé de mission auprès du directeur général de l'ENAP

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4 - COPIE DU PLAN STRATÉGIQUE 2002-2003.

5 - PRÉVISION DE RÉFÉRENCE AYANT SERVI À L'ÉLABORATION DU PLAN STRATÉGIQUE 2002-2003.

Le plan stratégique a été préparé par le ministère afin d'expliquer ses choix budgétaires et donner l'information sur le contenu et l'évolution des programmes. Ces informations se retrouvent au volume III du Budget de dépenses 2001-2002 « Plans ministériels de gestion des dépenses ».

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

6. ÉVOLUTION DU NOMBRE DE HAUTS FONCTIONNAIRES DEPUIS 1994.

Le nombre de hauts fonctionnaires (titulaires d'un emploi supérieur à temps plein) est passé de 665 au 12 septembre 1994 à 702 au 31 mars 2002, soit une hausse de 37 titulaires représentant une augmentation de 5,6 %.

Il est à remarquer que le nombre de femmes parmi ces hauts fonctionnaires a connu un accroissement considérable passant de 140 à 257 au cours de la même période, soit 117 femmes de plus. La représentation féminine est donc passée de 21,1 % à 36,6 %.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

7. DEPUIS 1994, ÉVOLUTION DES EFFECTIFS ET DE LA MASSE SALARIALE GLOBALE POUR LES CLASSES D'EMPLOI SUIVANTES : SOUS-MINISTRES, SOUS-MINISTRES ASSOCIÉS, SOUS-MINISTRES ADJOINTS, DIRIGEANTS D'ORGANISMES, MEMBRES DE DIRECTION.

	31 MARS 2002		31 MARS 1994	
	NOMBRE	MASSE SALARIALE \$	NOMBRE	MASSE SALARIALE \$
Ministère				
SM	27	4 217 953	28	3 310 757
SMA	128	15 335 189	108	10 365 405
Délégués généraux, délégués et chefs de poste	14	1 628 569	14	1 281 151
TOTAL	169	21 181 711	150	14 957 313
Organismes gouvernementaux et autres organismes				
Présidents	126	16 724 387	127	13 368 019
Vice-présidents	69	7 412 310	78	6 913 562
Membres et secrétaires	338	31 978 379	301	23 203 800
TOTAL	533	56 115 076	506	43 483 381
TOTAL GLOBAL	702	77 296 787	656	58 442 694

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8. DEPUIS 1994, NOMBRE DE NOMINATIONS OU DE RENOUVELLEMENTS DE CONTRATS POUR LES POSTES DE SOUS-MINISTRES, SOUS-MINISTRES ASSOCIÉS, SOUS-MINISTRES ADJOINTS, DIRIGEANTS D'ORGANISMES, MEMBRES DE DIRECTION. VENTILATION PAR ANNÉE.

ÉVOLUTION ANNUELLE DES NOMINATIONS¹ DE TITULAIRES D'UN EMPLOI SUPÉRIEUR À TEMPS PLEIN

	2001-2002	2000-2001	1999-2000	1998-1999	1997-1998	1996-1997	1995-1996	1994-1995	1993-1994
Ministères									
SM	19	20	8	33	12	21	18	28	19
SMA	73	66	52	77	45	63	58	41	86
Délégués généraux, délégués et chefs de poste	3	6	5	2	9	5	6	13	9
TOTAL	95	92	65	112	66	89	82	82	114
Organismes gouvernementaux et autres organismes									
Présidents	50	40	42	61	53	52	43	41	52
Vice-présidents	24	19	24	17	16	19	17	21	33
Membres et secrétaires	55	42	76	322	62	35	39	77	83
TOTAL	129	101	142	400	131	106	99	139	168
TOTAL GLOBAL	224	193	207	512	197	195	181	221	282

¹ Les nominations regroupent différents types de mouvements de personnel dont principalement les nominations et les renouvellements des mandats par décret du gouvernement. Il faut également y ajouter les mouvements qui ne nécessitent pas de décret comme les résolutions de l'Assemblée nationale, les lois impliquant des mouvements de personnel dans de nouvelles entités (ex. : commissaires de la Commission d'appel en matière de lésions professionnelles devenus commissaires de la Commission des lésions professionnelles – 1997, chap. 27) ainsi que les lettres d'affectation interne de titulaires d'un emploi supérieur (ex. : SMA aux mines affecté par le sous-ministre au poste de SMA à l'énergie).

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

BUREAU DU SOMMET DU QUÉBEC ET DE LA JEUNESSE

- 9. SITE INTERNET : COÛTS, NOMBRE DE VISITES (HITS), NOMBRE DE PARTICIPANTS AU FORUM DE DISCUSSION, CONTRATS DE RÉALISATION DU SITE.**
- 10. CRÉDITS RÉSERVÉS POUR LE COMITÉ DE SUIVI AVEC LE NOMBRE DE FONCTIONNAIRES.**
- 11. TOTAL DES FRAIS DE VOYAGE PAYÉS AUX PARTICIPANTS BÉNÉVOLES POUR L'ENSEMBLE DE L'OPÉRATION.**
- 12. NOMBRE DE FONCTIONNAIRES LIBÉRÉS POUR L'ENSEMBLE DE L'OPÉRATION.**
- 13. BILAN DÉTAILLÉ DES ACTIONS ET DES MESURES DÉCOULANT DES ENGAGEMENTS DU SOMMET DU QUÉBEC ET DE LA JEUNESSE.**

*Les réponses à ces questions ont été transmises et débattues dans le cadre de l'étude des crédits
du programme Jeunesse.*

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

FONDS JEUNESSE

- 14. LISTE DES DEMANDES ACCEPTÉES OU REFUSÉES PAR LE FONDS JEUNESSE, AINSI QUE LE DÉTAIL DU PROJET ET EL MONTANT ACCORDÉ.**
- 15. MONTANT VERSÉ À CHAQUE ORGANISME COMMUNAUTAIRE, POUR 2000-2001, 2001-2002 ET PRÉVISIONS POUR 2002-2003. NOMBRE DES VALEURS REÇUES, INCLUANT LES REFUS POUR 2000-2001, 2001-2002 ET PRÉVISIONS POUR 2002-2003. MONTANT VERSÉ SELON LES FONDS RÉGIONALISÉS EN VERTU DE L'ENTENTE AVEC LES FORUMS JEUNESSE RÉGIONAUX. DÉLAIS D'ANALYSE ET RÉPONSE.**
- 16. NOMBRE ET VALEURS DES DEMANDES REÇUES, INCLUANT LES REFUS POUR 2000-2001, 2001-2002 ET PRÉVISIONS POUR 2002-2003.**

*Les réponses à ces questions ont été transmises et débattues dans le cadre de l'étude des crédits
du programme Jeunesse.*

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

POLITIQUE JEUNESSE

17. CRÉDITS RÉSERVÉS POUR LE COMITÉ DE SUIVI AVEC LE NOMBRE DE FONCTIONNAIRES.

18. TOTAL DES FRAIS DE VOYAGE PAYÉS AUX PARTICIPANTS BÉNÉVOLES POUR L'ENSEMBLE DE L'OPÉRATION.

19. NOMBRE DE FONCTIONNAIRES LIBÉRÉS POUR L'ENSEMBLE DE L'OPÉRATION.

20. ORDRE DU JOUR ET PROCÈS VERBAUX DE TOUTES LES RENCONTRES CONCERNANT LA MISE SUR PIED DU PLAN D'ACTION JEUNESSE DÉCOULANT DE LA POLITIQUE JEUNESSE ET COPIE DES DOCUMENTS REMIS AUX PARTICIPANTS LORS DE CES RENCONTRES.

Les réponses à ces questions ont été transmises et débattues dans le cadre de l'étude des crédits du programme Jeunesse.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONSEIL PERMANENT DE LA JEUNESSE

- 21. COPIE DE TOUS LES AVIS, TRAVAUX OU ÉTUDES PRODUITS PAR LE CONSEIL EN 2001-2002.**
- 22. COPIE DE TOUTE LA CORRESPONDANCE ENTRE LES DIFFÉRENTS MINISTÈRES ET LE CONSEIL EN 2001-2002.**
- 23. A) COPIE DE TOUTES LES FACTURES PAYÉES PAR LE CONSEIL POUR LA LOCATION DE SALLE À DES FINS DE RÉUNIONS, DE RENCONTRES FORMELLES OU INFORMELLES DEPUIS 3 ANS. B) DATE DES RENCONTRES ET LISTE DES PARTICIPANTS. JUSTIFIEZ C) ORDRE DU JOUR ET PROCÈS VERBAUX DE TOUTES CES RENCONTRES.**
- 24. COPIE DE TOUTES LES DEMANDES DU CONSEIL ACHÉMINÉES À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC.**

*Les réponses à ces questions ont été transmises et débattues dans le cadre de l'étude des crédits
du Conseil permanent de la jeunesse.*

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE FINANCEMENT

25. LE RENDEMENT ANNUEL ET LE RENDEMENT ANNUEL MOYEN SUR TROIS ANS ET SUR CINQ ANS DE LA SGF SUR LE CAPITAL INVESTI, DEPUIS SA CRÉATION.
26. DÉTAIL DE LA POLITIQUE SALARIALE DE LA SGF, RÉMUNÉRATION, BONIS ET AVANTAGES SOCIAUX.
27. NOM DES ADMINISTRATEURS, MEMBRES DE LA DIRECTION, POSTES, RÉMUNÉRATION, INDEMNITÉS DE DÉPART ET AVANTAGES SOCIAUX.
28. LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC EFFECTUÉS PAR LES ADMINISTRATEURS ET LES MEMBRES DE LA DIRECTION, DATES, PARTICIPANTS, POUR 2001-2002.
29. LISTE DES CONTRATS DONNÉS PAR LA SGF, INCLUANT PUBLICITÉ ET SONDAGE : A) NOM DES FOURNISSEURS; B) MONTANT DES CONTRATS;
C) MÉTHODE D'OCTROI DES CONTRATS.
30. LA LISTE DES PLACEMENTS DE LA SGF DEPUIS 1994, POUR QUEL MONTANT ET LE NIVEAU DE PARTICIPATION.
31. LISTE DES SOCIÉTÉS DANS LESQUELLES LA SGF DÉTIENT UNE PARTICIPATION FINANCIÈRE AVEC : A) LE TAUX DE PARTICIPATION (%); B) LA VENTILATION PAR RÉGION; C) LES NOMS DES REPRÉSENTANTS DE LA SGF DANS CHACUNE DES SOCIÉTÉS CONCERNÉES; D) LES CHANGEMENTS INTERVENUS DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2000.
32. LISTE DES ÉTUDES, CONTRATS COMMANDÉS À LA SGF PAR LE MINISTÈRE DES FINANCES EN 2000-2001 AVEC LES COÛTS.
33. LISTE DES COÛTS ET DÉTAILS DE TOUS LES CONTRATS ACCORDÉS PAR REXFOR ET REXFORÊT DEPUIS SEPTEMBRE 1995.
34. QUEL EST L'ÉTAT D'AVANCEMENT DU PROJET TECHNODOME À MONTRÉAL? ÉTAT D'AVANCEMENT DU PROJET MOSEL-VITELIC. DÉPENSES ENCOURUES À CE JOUR POUR CHACUN DES DEUX PROJETS.

Les réponses à ces questions ont été transmises et débattues dans le cadre de l'étude des crédits par la Société générale de financement.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

SECRÉTARIAT À LA JEUNESSE

**35. LISTE DES RECOMMANDATIONS ET AVIS ÉMIS PAR LE SECRÉTARIAT À LA JEUNESSE ET REMIS AU
MINISTÈRE ET NOMBRE DE RECOMMANDATIONS QUI ONT ÉTÉ SUIVIES PAR LE MINISTÈRE.**

*La réponse à cette question a été transmise et débattue dans le cadre de l'étude des crédits
du programme Jeunesse.*

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

36. LISTE DES EFFECTIFS, PERMANENTS ET OCCASIONNELS, LEUR CLASSIFICATION ET LEUR PORT D'ATTACHE.

PROGRAMME 02 - ÉLÉMENT 02 : SECRÉTARIAT À L'ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE

EFFECTIFS		CLASSIFICATION	PORT D'ATTACHE
PERMANENTS	OCCASIONNELS		
Rancourt, Yves		Administrateur d'État II	Québec
Bonin, France		Adjointe administrative	Québec
Carignan, Yves		Agente de recherche et de planification socio-économique	Québec
Fournier, Louise		Agente de recherche et de planification socio-économique	Québec
Lamothe, Louis		Cadre supérieur 3	Québec
Lessard, Jean-Marc		Agent de recherche et de planification socio-économique	Québec
Soucy, Isabelle (temporaire)		Agente de secrétariat	Québec
	Valcourt, Lise (occasionnelle)	Agente de secrétariat	Québec

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

37. BUDGET VENTILÉ DU SECRÉTARIAT À L'ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE.

PROGRAMME 02 - ÉLÉMENT 02 : SECRÉTARIAT À L'ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE

CATÉGORIE	BUDGET \$
RÉMUNÉRATION	415 200
FONCTIONNEMENT	20 000
IMMOBILISATION	NIL
TRANSFERT	NIL

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

38. NOMBRE DE RECOMMANDATIONS PRODUITES, LEUR NATURE ET LEURS IMPACTS SUR LE NIVEAU DE RÉGLEMENTATION AU QUÉBEC.

PROGRAMME 02 - ÉLÉMENT 02 : SECRÉTARIAT À L'ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE

Le Secrétariat à l'allégement réglementaire a produit en 2001-2002 plus de 325 analyses sur des projets de loi et de règlement pouvant comporter, de près ou de loin, des impacts sur des entreprises. Ces analyses portaient sur des projets de réglementation provenant surtout des ministères et des organismes suivants :

- le ministère du Travail (40 analyses);
- la Société de la Faune et des Parcs du Québec (37);
- le ministère des Finances (30);
- le ministère de la Santé et des Services sociaux (26);
- l'Office des professions (22);
- le ministère des Transports (22);
- le ministère des Ressources naturelles (21)

Les analyses du Secrétariat visent à fournir au Conseil des ministres l'information exigée des ministères et des organismes en vertu de la politique gouvernementale d'allégement réglementaire (décrets 1151-96, 1362-96 et 391-99). La politique demande, entre autres, qu'une étude d'impact soit réalisée lorsque le projet comporte des impacts égaux ou supérieurs à 10 millions de dollars sur les entreprises et qu'une analyse soit faite pour comparer les normes proposées avec celles en vigueur dans les juridictions voisines. Le ministère doit, en synthèse, fournir ces informations dans les rubriques prévues dans le mémoire au Conseil des ministres.

L'application rigoureuse de la politique d'allégement réglementaire par le gouvernement, et ce avec l'aide du Secrétariat, a fait en sorte que le nombre de règlements adoptés par le gouvernement a diminué progressivement au cours des dernières années. Suivant les données du ministère de la Justice, le gouvernement a adopté, au cours de l'année de calendrier 2001, un total de 404 règlements comparativement à 651 en 1993; de ce nombre, seulement 72 nouveaux règlements ont été adoptés en 2001, comparativement à 237 en 1993.

S'appuyant sur les exigences de sa politique d'allégement réglementaire, qui s'inspirent largement de celles de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le gouvernement du Québec a donc globalement un meilleur contrôle sur son processus de réglementation, réglemente moins et mieux, et ce sans compromettre de quelque façon que ce soit les objectifs du gouvernement d'assurer la sécurité du public et des travailleurs (euses) ainsi que la protection de l'environnement.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

39 . PLAN DE TRAVAIL QUANT À LA RÉVISION DES DIFFÉRENTS RÈGLEMENTS ET RECOMMANDATIONS VISANT L'ALLÈGEMENT. ET/OU LEUR ABROGATION ET/OU LE STATU QUO

PROGRAMME 02 - ÉLÉMENT 02 : SECRÉTARIAT À L'ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE

Le plan de travail du Secrétariat à l'égard de la révision de la réglementation existante consiste principalement à :

- coordonner la préparation, par les ministères et les organismes responsables de réglementations touchant les entreprises, de plans pluriannuels d'allègement réglementaire, comme le prévoit la politique d'allègement réglementaire (décret 1362-96 et 391-99);
- questionner, à l'occasion de l'examen des projets de loi ou de règlement déposés pour approbation au gouvernement, des exigences réglementaires et administratives en découlant et pouvant affecter indûment les entreprises.

Sur le premier point, le Secrétariat a obtenu, en février 2001, plus de 30 plans pluriannuels d'allègement réglementaire comportant, entre autres, des plans de révision pour les prochaines années ainsi que des mesures concrètes d'allègement réglementaire et de simplification administrative. Le Secrétariat a pour rôle d'analyser ces plans, d'en discuter avec les ministères et les organismes et de faire rapport au Secrétaire général du Conseil exécutif. Ces plans donnent généralement lieu à des dizaines de mesures d'allègement réglementaire et administratif.

Le Secrétariat participe aussi activement à des démarches voulant répondre à des préoccupations particulières des milieux d'affaires. Ainsi, à la demande du Conseil des ministres, il a travaillé avec le ministère de la Justice à développer de nouvelles approches visant à favoriser la réglementation par objectifs tout en laissant aux entreprises le choix des moyens. Le Secrétariat est aussi appelé à collaborer aux travaux de modernisation de la gestion publique, sous l'angle de l'amélioration de la qualité des services aux entreprises.

Enfin, il incombe au Secrétariat d'assister le Groupe conseil sur l'allègement réglementaire dans l'exécution de son mandat. Il faut souligner que le Groupe conseil sur l'allègement réglementaire terminait, le 31 mars 2001, le mandat de 2 ans qu'il a reçu du gouvernement en 1999 sur la simplification des formalités administratives. Il a déposé, dans le cadre de ce mandat, un premier rapport en juin 2000 comportant 58 recommandations et a rendu public son deuxième et dernier rapport en mai 2001. Le rôle du Secrétariat, dans ce contexte, consiste à assurer l'examen de ces recommandations par les ministères et les organismes concernés et, le cas échéant, à en assurer la mise en œuvre. Le rapport de juin 2000 a, à cet égard, donné lieu à une décision du Conseil des ministres le 1^{er} novembre 2000 qui demandait formellement à quelque 12 ministères et organismes d'examiner les recommandations les concernant et, dans la mesure du possible, de faire rapport au Conseil suivant des délais donnés. En ce qui concerne le rapport du mois de mai 2001, le gouvernement s'apprête à annoncer une série de mesures pour donner suite aux recommandations qu'il contient.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

40 . MESURES DES DEUX RAPPORTS LEMAIRE MISES EN APPLICATION.

PROGRAMME 02 - ÉLÉMENT 02 : SECRÉTARIAT À L'ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE

Il faut d'abord mentionner que le Groupe conseil sur l'allégement réglementaire (Groupe Lemaire) a déposé en mai 2001 un nouveau rapport intitulé *La simplification des formalités administratives : une nécessité pour l'économie*. Ce rapport comporte 44 recommandations qui s'ajoutent aux 58 recommandations du rapport de juin 2000 portant également sur la simplification des formalités administratives exigées des entreprises.

Pour ce qui est du rapport de mai 2001, il est encore trop tôt pour apprécier, comme il se doit, le niveau d'application de ce rapport mais il importe de dire que chacun des ministères et organismes interpellés par des recommandations du rapport a déjà été invité à examiner celles-ci et, le cas échéant, à y donner suite. Le gouvernement doit, dans la même veine, annoncer très bientôt une série de mesures qui viseront à donner suite aux principales recommandations de ce dernier rapport.

Quant au rapport de juin 2000, un dernier bilan de réalisation indique que près de 90 % des mesures proposées dans le rapport du Groupe conseil sont ou réalisées entièrement ou en partie ou bien sont en voie de réalisation. Parmi les réalisations, mentionnons entre autres la réduction des délais liés à l'obtention des certificats d'autorisation au MENV, la suspension des procédures de recouvrement au MRQ pour les avis de cotisations contestés (P.L.141), la mise en place d'un portail sur le démarrage d'entreprises (1^{re} phase de la trousse) pour faciliter le démarrage d'entreprises et l'ajout de 22 millions de dollars aux budgets des CLD des régions ressources pour les mêmes fins.

Quant aux mesures du rapport Lemaire de mai 1998, le président du Groupe conseil a déjà indiqué publiquement que 80 % des quelque 30 recommandations du rapport avaient été appliquées en totalité ou en partie. Parmi ces réalisations, mentionnons seulement celles relatives à la révision de plusieurs décrets de convention collective, à la simplification des formalités administratives pour les entreprises qui consacrent 2 % de leur masse salariale à la formation de leurs employés, à la réduction des délais en évaluation environnementale, à la révision du projet de *Loi sur les ingénieurs*, à l'élimination de plus de 700 000 permis et autorisations, à la résolution de problèmes de transport de produits forestiers, et au renforcement de certains aspects de la politique d'allégement réglementaire.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

41. MESURES DES DEUX RAPPORTS LEMAIRE QUI N'ONT PAS ÉTÉ MISES EN APPLICATION.

PROGRAMME 02 - ÉLÉMENT 02 : SECRÉTARIAT À L'ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE

Très peu de mesures des deux premiers rapports Lemaire (2000 et 2001) n'ont pas été mises en œuvre ou ne pourront l'être.

Il est encore trop tôt pour donner des indications précises à ce titre à l'égard du rapport de mai 2001 mais, pour ce qui est de celui de juin 2000, le gouvernement a fait savoir, à l'été 2000, qu'il n'avait pas l'intention de donner suite à la recommandation du Groupe conseil de reporter d'un an, soit jusqu'au 21 novembre 2002, l'obligation de résultats faite aux entreprises de 10 à 49 employés en vertu de la *Loi sur l'équité salariale*. Les autres mesures du rapport sont en voie de réalisation ou sous examen dans les ministères et les organismes.

Sur les recommandations du rapport de mai 1998, le gouvernement a indiqué, le 12 juin 1998, qu'il n'avait pas l'intention de modifier l'article 45 du *Code du travail* sans un consensus clair à cet égard entre les partenaires du marché du travail. Il n'a pas non plus donné suite aux recommandations visant des cas de surindemnisation dans le régime de santé et de sécurité du travail mais plusieurs aspects de ce régime (déjudiciarisation, tarification mieux adaptée, etc.) ont été améliorés dans le sens souhaité par les milieux d'affaires. La grande majorité des autres recommandations du rapport ont connu des suites de la part des ministères et des organismes concernés.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

42. MESURES PRISES POUR RÉVISER LES SYSTÈMES D'AUTORISATION DU MENV

PROGRAMME 02 - ÉLÉMENT 02 : SECRÉTARIAT À L'ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE

Il ne revient pas au ministère du Conseil exécutif de répondre à une question visant à identifier les mesures prises pour réviser les systèmes d'autorisation du ministère de l'Environnement. Ce sont les ministères qui sont les initiateurs et les maîtres d'œuvre de leurs plans de révision réglementaire.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

43. PROCÈS-VERBAUX DES RENCONTRES DU GROUPE CONSEIL SUR L'ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE.

PROGRAMME 02 - ÉLÉMENT 02 : SECRÉTARIAT À L'ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE

Lors de l'étude des crédits 2001-2002, il avait été indiqué que les comptes rendus des réunions du Groupe conseil sur l'allégement réglementaire tenues entre le 1^{er} juin 1999 et le 9 mars 2001 inclusivement seraient accessibles après la publication du rapport du Groupe. Le ministère du Conseil exécutif est donc disposé à remettre copie de ces comptes rendus.

Vous noterez que certains passages ont été rayés parce que non accessibles en vertu des dispositions des articles 37, 53 et 54 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

44. MONTANT DES DÉPENSES DES MEMBRES DU GROUPE CONSEIL SUR L'ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE.

PROGRAMME 02 - ÉLÉMENT 02 : SECRÉTARIAT À L'ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE

[illegible]

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE MCE

45. ÉTAT DES TRAVAUX RÉALISÉS AU SECRÉTARIAT À LA RÉFORME ADMINISTRATIVE.

PROGRAMME 02 - ÉLÉMENT 02 : SECRÉTARIAT À LA RÉFORME ADMINISTRATIVE

NOTE PRÉLIMINAIRE	ÉTAT DES TRAVAUX
<p>Le 20 juin 2001, le Secrétaire général a procédé au transfert des responsabilités du Secrétariat à deux entités.</p> <p>Le Secrétariat du Conseil du trésor s'est vu confier le mandat d'offrir une expertise aux ministères et organismes qui souhaitent se prévaloir des contrats de performance et d'imputabilité par la création d'agences et faciliter la concertation dans la préparation des ententes de gestion.</p> <p>Les mandats relatifs à la modernisation ont été dévolus au Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Assurer la coordination générale du plan d'action gouvernemental d'amélioration des services aux citoyens et aux entreprises ; ▪ Assurer l'expertise et la veille stratégique en matière de services aux citoyens. <p>Le Secrétariat à la réforme administrative n'avait aucun mandat comportant une disposition relative à l'abolition, la fusion ou l'intégration d'organismes ou de ministères.</p>	<p>Le Secrétariat du Conseil du trésor et le Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration répondront à cette question en ce qui concerne les mandats qui leur ont été confiés.</p>

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

AUTRES

46. LISTE DE TOUTES LES ÉTUDES ET ANALYSES FAITES À CE JOUR SUR LE STATUT POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC.

Réponse : aucune

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

**47. LA LISTE DE TOUTES LES SOCIÉTÉS (OSBL) CRÉÉES PAR LE MINISTÈRE
OU PAR UN (DES) EMPLOYÉ(S) DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES.**

Réponse : aucune

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

48. DÉPENSES EFFECTUÉES EN 2001-2002 PAR LE MINISTÈRE DANS LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION.

DESCRIPTION	COÛT \$
Dépenses effectuées en 2001-2002 dans les technologies de l'information :	
a) Téléphonie (télécommunication informatique)	217 408
b) Matériel informatique et logiciels	1 562 561
c) Programmation	24 995
d) Formation	37 053

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

49. COPIE À JOUR DE LA LISTE DE CLASSEMENT DE TOUS LES DOCUMENTS DISPONIBLES DANS LE MINISTÈRE TEL QUE PRESCRIT PAR LA LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

La copie à jour de la liste de classement est disponible pour consultation sur place pendant les heures habituelles de travail, tel que stipulé à l'article 16 de la loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection de renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1)